

Département de l'Isère



Réaménagement de la déchetterie de La Mure

Lieu d'exécution : Sousville (38350)

DCE CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)	N° Affaire : 22-6-lot 1 Fichier: CCAP.DOC
--	---

0 <i>Indice</i>	26/06/2019 <i>Date</i>	<i>Emission Originale</i> <i>Modifications</i>	<i>PB</i> <i>Auteur</i>
--------------------	---------------------------	---	----------------------------

TRACES *bet VRD*

27 rue Pascal
38100 Grenoble
09 51 58 49 13

SOMMAIRE

1. Objet du marché.....	3
2. Spécifications du marché.....	3
3. Pièces constitutives du marché.....	3
4. Modalités d'exécution du marché.....	4
5. Prix.....	4
6. Délai de paiement.....	5
7. Retenue de garantie.....	5
8. Droit, langue, monnaie.....	5
9. Dérogations au CCAG.....	5

1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de travaux relatifs à la réhabilitation de la Déchetterie de La Mure située sur la commune de Sousville (38350)

2. Spécifications du marché

Procédure – forme du marché

La présente consultation est lancée selon la procédure adaptée ouverte en application des dispositions de l'article 28 du Code des Marchés Publics.

Durée du marché

La durée du marché est de 6 mois, dont un mois de préparation de chantier.

Décomposition en tranches et en lots

Le marché comporte 5 lots :

- Lot 1 Terrassements/VRD/Paysage
- Lot 2 Gros Œuvre
- Lot 3 Pont Bascule
- Lot 4 Enrobés
- Lot 5 Tri Déchets

Options / Variantes

- Pour les lots 1, 2, 4 : une tranche optionnelle (ex-tranche conditionnelle) par lot.
- Pour le Lot 2 Gros Œuvre : une Variante Obligatoire
- > Prémurs béton pour soutènement.

3. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG / FCS, les pièces constitutives du marché dont les originaux conservés par l'administration feront seules foi, sont les suivantes, par ordre décroissant de priorité :

Pièces particulières

- Acte d'Engagement pour chaque lot (AE),
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières commun à tous les lots (CCAP),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières commun à tous les lots (CCTP),
- Le Bordereau des Prix Unitaires pour chaque lot (BPU),
- Le Détail Quantitatif Estimatif pour chaque lot (DQE),
- Les plans commun à tous les lots.

Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG),
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTP),
- Tous les produits devront être conformes aux normes françaises et européennes en vigueur.

4. Modalités d'exécution du marché

Délai d'exécution des prestations

Le délai d'exécution figure à l'ace d'engagement de chaque Lot.

Le délai d'exécution de la prestation court à compter de la date de notification du marché au titulaire (notification valant Ordre de Service).

Démarrage des travaux : septembre 2019.

Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

Application des pénalités prévues au CCAG / FCS.

5. Prix

Forme des prix

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix unitaires dont les montants sont donnés dans le Bordereau des Prix. Le titulaire est rémunéré par la collectivité pour la mise en œuvre au mètre linéaire des murets garde-corps.

Ces prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations.

Variation des prix

Sans objet.

Modalité de paiement

Les projets de décomptes sont présentés conformément à l'article 13 du CCAG.

Le règlement des travaux se fait par des acomptes mensuels et un solde.

6. Délai de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des situations de travaux. Les situation correspondront aux travaux réalisés le mois précédent.

7. Retenue de garantie

Conformément aux dispositions de l'article 99 du Code des Marchés Publics, chaque acompte fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5.00%.

La retenue de garantie peut être remplacée par une caution personnelle et solidaire si les deux parties en sont d'accord, ou dans tous les cas, par une garantie à première demande dans les conditions prévues à l'article 100 du Code des Marchés Publics. La personne responsable du marché conserve la liberté d'accepter ou non les organismes apportant leur garantie.

La garantie à première demande ou la caution doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, sinon, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée, et le titulaire perdra, jusqu'à la fin du marché, la possibilité de substituer une garantie à première demande ou une caution à la retenue de garantie.

La retenue de garantie est remboursée, ou les personnes ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérées dans les conditions prévues à l'article 101 du Code des Marchés Publics. Le PV de réception sera établi après livraison du camion au lieu indiqué par le client. Le délai de garantie s'appliquant à l'ensemble du matériel commencera à cette date.

8. Droit, langue, monnaie

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Les inscriptions sur les matériels livrés au titre du marché sont en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est la même pour toutes les parties prenantes (groupements compris), l'euro.

9. Dérogations au CCAG

Il est dérogé aux articles suivants du C.C.A.G. :

 L'article 5 du présent cahier déroge aux articles 3.9, 8.4, 8.5 et 8.6 du C.C.A.G.